



PROJECT MUSE®

Complexités, Capacités, Communautés

Pence, Alan, Benner, Allison

Published by University of Victoria Libraries

Pence, Alan and Allison Benner.

Complexités, Capacités, Communautés: Changer le discours sur le développement dans l'éducation, la protection et le développement de la petite enfance.

University of Victoria Libraries, 2015.

Project MUSE.muse.jhu.edu/book/73143.



➔ For additional information about this book

<https://muse.jhu.edu/book/73143>

Access provided at 5 Apr 2020 12:26 GMT with no institutional affiliation



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).

CHAPITRE 4

PROMOUVOIR LES CAPACITÉS DANS LE DOMAINE DU DPE : DES COMMUNAUTÉS AUX PAYS

Tôt au cours de son développement, le modèle de programme d'enseignement génératif dialogique a attiré l'attention de personnes et d'institutions au Canada et au plan international qui recherchaient une alternative aux approches descendantes de l'éducation menées de l'extérieur et plus particulièrement du DPE. Le développement du PPPN s'inscrit en tant qu'étude de cas dans le contexte d'un programme « d'instituts d'été » que Pence a lancé dans les années 80 à l'Université de Victoria (UVic) pour étudier les approches innovantes des questions de la petite enfance aux niveaux local, national et international. Les instituts d'été se sont avérés un bon terrain d'essai pour certaines idées qui par la suite ont été reprises dans un livre de 1994 édité par Moss et Pence, *Valuing Quality in Early Childhood Services: New Approaches to Defining Quality*, dont le descendant philosophique est un livre de Dahlberg, Moss et Pence publié pour la première fois en 1999 et bien accueilli : *Beyond Quality in Early Childhood Education and Care* (actuellement 3^e édition 'classique' et traduite en 12 langues). Ces livres constituent une vue critique de ce qui s'est transformé en forces hégémoniques et limites actives de l'éducation, de la protection et du développement de la petite enfance, et ont permis d'identifier d'autres moyens alternatifs pour aller de l'avant.

En 1994, l'école de la protection de l'enfant et des jeunes de l'UVic et le Bureau de l'Ombudsman des enfants de Colombie Britannique ont co-organisé une grande conférence internationale en reconnaissance de l'Année internationale de la famille et de l'avancée vers la ratification de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant. La conférence, *Enfant plus forts, familles plus fortes*, portait sur un certain nombre de contenus éducatifs, dont

le DPE. Pence, l'organisateur de la filière DPE avait invité un certain nombre de personnes du siège de l'Unicef et des bureaux dans le pays à assister à la conférence. La conférence elle-même a été organisée en parallèle, en même temps que l'un des instituts d'été de l'UVic, et les présentateurs de l'Unicef ont donc pu participer à l'institut et à la conférence.

À la fin de son séjour à Victoria, Cyril Dalais, responsable des programmes éducatifs au siège de l'Unicef, a demandé à Pence de travailler avec son bureau pour développer une série de séminaires internationaux intensifs, organisés de façon aussi interactive et participative que les instituts d'été. Cette invitation a ouvert une voie très différente pour les travaux génératifs—une voie qui a finalement mené à l'Afrique subsaharienne (ASS) et au développement de diverses initiatives complémentaires pour faire avancer le DPE en ASS.

Séries de séminaires sur l'éducation, la protection et le développement de la petite enfance

La première étape de cette nouvelle voie générative était un séminaire international DPE/instituts d'été de 1995 à l'UVic. Le séminaire a suscité un fort intérêt, avec la participation de nombreuses régions du monde majoritaire. Les participants étaient contents du séminaire et ont présenté trois demandes à l'Unicef. En premier lieu, ils ont suggéré que l'Unicef continue à soutenir les séminaires internationaux de DPE à travers l'UVic. En deuxième lieu, ils ont demandé de compléter les séminaires internationaux de DPE par des séminaires régionaux de DPE axés sur le renforcement des capacités dans des régions particulières (par exemple, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique subsaharienne). Et enfin, les participants ont manifesté leur soutien au développement d'un programme d'études supérieures à distance dans le domaine du DPE pour aider à faire face à la nécessité pressante d'études de haut niveau pour améliorer le bien-être des enfants, des familles et des communautés dans le monde majoritaire. L'école de la protection de l'enfant et de la jeunesse de l'UVic était considérée comme la seule parfaitement qualifiée pour élaborer un programme d'études supérieures innovant, étant donné l'expérience de Pence dans le développement du PPPN et les prestations des instituts d'été et des séries de séminaires internationaux sur le DPE.

L'UNICEF a répondu en fournissant des fonds à Pence pour planifier un séminaire/institut de DPE sur l'Afrique subsaharienne organisé à l'Université de Namibie, alors siège du Réseau pour le développement de la petite enfance en Afrique (ECDNA), sous la coordination du Professeur Barnabas Otaala⁴. Le séminaire de trois semaines s'est déroulé en septembre/octobre 1997

et a attiré 26 professionnels qualifiés de 11 pays, essentiellement d'Afrique orientale et australe. La conception de ce premier séminaire régional sur le DPE était essentiellement inspirée par les précédents instituts d'été et par les enseignements tirés du PPPN. Les principaux conférenciers se composaient de dirigeants non africains, mais le séminaire a été planifié en étant conscient que les participants eux-mêmes apportaient une richesse de connaissances et d'expériences—la plupart étaient des professionnels de niveau moyen à élevé, au sein de ministères publics importants ou d'ONG dans leurs pays respectifs. Cette connaissance locale, au niveau du pays était considérée comme aussi importante que les sources internationales et de l'ASS. Ainsi, le séminaire était structuré de manière à permettre beaucoup de travail et d'activités en petits groupes avec une restitution en plénière pour des discussions plus larges. Le séminaire s'est à dessein ouvert à des possibilités allant au-delà de ce qui était considéré comme des « meilleures pratiques » en Occident. Les participants étaient encouragés à se familiariser avec ces modèles et discours, mais à les considérer sous différents angles, et à réfléchir en partant de leur propre base d'expériences, et à générer leurs propres « bonnes idées » et « bonnes pratiques » et à les partager avec leurs collègues d'autres pays.

Nous avons par la suite appris par les participants au séminaire que l'accent mis sur les connaissances locales et l'échange voulu de perspective ASS Sud-Sud étaient rares dans les manifestations organisées par les bailleurs et les organisations internationales. Ces manifestations s'articulaient en général autour d'activités de transfert des connaissances Nord-sud (une approche déjà trop familière à ce jour). Le résultat, déjà apparent en ASS dans les différents pays visités, était une plus grande familiarité avec les idées, les approches et les programmes du Nord qu'avec les idées les programmes en cours en ASS—même pour leurs voisins de l'autre côté de la frontière. Ces dynamiques n'étaient pas sans rappeler les commentaires de divers collègues de l'ASS qui ont suivi un enseignement de base dans le pays et qui à la fin de cet enseignement, pouvaient dessiner les rivières de l'Europe sur une carte mais ne savaient pas dessiner les rivières de l'Afrique.

Tout au long du séminaire, il était considéré important que les participants discutent informellement avec les autres participants et les principaux conférenciers lors de repas partagés, de soirées de détente, et d'un voyage sur le terrain le dimanche - un jour non ouvré, —autant de pauses bienvenues après le

⁴ La requête originale de l'UNICEF ne se limitait pas à l'Afrique—l'Asie du SE et le Pacifique ont également été identifiés comme une priorité et Pence a travaillé avec l'UNICEF pour développer et fournir également un atelier de DPE pour cette région en 1997.

travail intense du séminaire, qui commençait tôt et se terminait tard. Peu à peu, il est apparu que ces temps de discussions personnelles et informelles servaient de « liant » pour la communauté en évolution de la protection et la pratique—une communauté de DPE multi organisationnelle et multi-pays qui jamais auparavant n'avait existé à une telle échelle. C'est grâce à l'importance de cette communauté en évolution que de nouvelles possibilités de DPE sont apparues en ASS. Les idées partagées ont lentement évolué pour devenir des réalités, en dépit des conditions contextuelles extrêmement difficiles qui caractérisent la majorité de l'environnement de l'ASS.

Après le séminaire réussi en Namibie, le ministère de l'éducation de la Gambie a demandé un séminaire similaire pour sa sous-région. En novembre 1998, le Ministère et le Bureau de l'Unicef en Gambie ont organisé un séminaire de DPE de deux semaines, avec 28 participants venant de 12 pays, essentiellement d'Afrique centrale et occidentale. La structure générale et l'organisation du deuxième séminaire étaient similaires à celle du premier, bien que la présence de participants anglophones et francophones ait posé des problèmes jamais rencontrés en Namibie (par exemple, traduction simultanée). Les activités importantes informelles avaient tendance à être organisées en fonction des langues, ce qui n'avait pas été le cas en Namibie l'année précédente.

En dépit des problèmes de langue du deuxième séminaire, les deux premiers séminaires africains sur le DPE ont collectivement été extrêmement efficaces pour identifier les leaders du DPE dans les pays, mettant en lumière des initiatives de DPE valables mais peu connues, et créant les bases personnelles et professionnelles pour un réseautage et un partage plus importants des informations en ASS. Lorsque la Banque mondiale a exprimé un intérêt à organiser un troisième séminaire sur le DPE en Ouganda, des discussions ont rapidement évolué en faveur l'expansion : organiser la première conférence internationale sur le DPE de l'Afrique. Avec le recul, le pas à franchir pour organiser une conférence à l'échelle du continent semblait normal et naturel, mais à l'époque cela paraissait risqué—peut-être un peu trop tôt pour une communauté naissante. Mais avec l'énorme soutien de la Banque mondiale et de nombreuses organisations internationales et des organisations des Nations unies actives dans le DPE en ASS, la conférence est devenue réalité en moins de neuf mois—et avec elle s'est mis en place un élément clé pour le puzzle en évolution de la promotion des capacités en DPE en ASS.

L'appui de la Banque mondiale à la conférence allait au-delà des coûts de l'événement. De manière un peu étonnante, la Banque a également apporté son soutien pour mettre en exergue les initiatives locales et utiliser un thème axé sur

les points forts comme l'indique le sous-titre de la conférence, *Showcasing ECD Innovation and Application in Africa (Mettre en valeur l'innovation et l'application du DPE en Afrique)*. Mettre en lumière l'innovation et le succès en Afrique était inhabituel pour l'époque, et le reste malheureusement encore aujourd'hui, car les bailleurs (essentiellement basés dans le nord) semblent presque inconsciemment se tourner vers le nord pour leurs exemples et leurs points importants, mettant en avant l'Occident et perpétuant une dynamique coloniale.

Les demandes d'inscription à la conférence ont vite dépassé les 200 personnes—capacité maximum du centre de conférence. Cette demande ainsi que l'esprit des échanges, ont mis en lumière la nécessité de faire entendre la voix de l'Afrique sur la scène internationale du DPE. Les participants à la conférence étaient enthousiastes dans leurs évaluations, recommandant la tenue à l'avenir de conférences similaires axées sur l'Afrique (voir « les séries de conférences africaines sur le DPE » ci-dessous).

Avec la conclusion de la conférence en Ouganda, l'initiative sur cinq ans de séminaires de DPE (1994–1999) était bien placée pour étudier une autre facette de cette évolution : la création de « l'université sans mur » en DPE (UVDPE) avait été envisagée un peu plus tôt au cours de la décennie (UVDPE, 2000). Idéalement, il y aurait eu suffisamment de fonds internationaux pour non seulement lancer l'UVDPE, mais également soutenir les séries de nouvelles conférences et continuer les séminaires de DPE, avec peut-être un accent plus fortement mis sur les pays francophones et lusophones de l'Afrique. Il y a eu un appel en faveur d'une telle entreprise tripartite au début des années 2000 (Pence et al., 2008), mais en 1999, les fonds limités et les ressources afférentes ont forcé à faire un choix et les séminaires DPE ont été abandonnés⁵.

⁵ Il est intéressant de noter qu'en 2010 les appels pour promouvoir le leadership à différents niveaux du DPE en ASS se font une fois de plus entendre. Il est également intéressant de noter qu'en général l'approche entreprise par le nord est celle d'un transfert de connaissances nord-sud—et ceci en dépit d'éléments de preuve en faveur d'un modèle d'échange de connaissances génératives sud-sud (mais n'excluant pas le nord). Obtenir un financement pour de tels échanges axés Sud-Sud reste aussi difficile dans les années 2010 que dans les années 1990—un témoignage de l'hégémonie de la connaissance au service du pouvoir. Pour restaurer un sens de « mémoire d'entreprise » du DPE en ASS, un processus « de regard en arrière », devrait être envisagé ainsi que d'autres facettes de « l'avancement » abordées dans le chapitre de conclusion.

Les séries de conférences africaines sur le DPE (1999-2009)

Les séries de conférences africaines sur le DPE qui se sont déroulées entre 1999 et 2009, découlaient des séminaires de DPE, mais avec le temps ont commencé à se pencher sur des éléments supplémentaires essentiels de la promotion des capacités dans le DPE africain. Bien plus grandes que les séminaires (les inscriptions à la conférence allaient de 200 en 1999 à plus de 600 en 2009, contre 25 à 30 personnes pour les séminaires), et beaucoup plus courtes (3 à 5 jours contre 14 à 20 pour les séminaires), les conférences constituaient une occasion utile d'offrir « un instantané » à grande échelle du DPE en Afrique, de montrer les programmes et la population africaine, et de partager les travaux et les idées avec des collègues d'autres pays africains, et de plus en plus à faire participer des dirigeants politiques de l'ensemble de l'ASS. En outre, la conférence était un lieu important pour un plaidoyer à grande échelle. Suite à la conférence de 2002 en Érythrée, les organisateurs locaux de conférences et de l'ASS ont publié la *Déclaration d'Asmara sur le développement de la petite enfance : cadre d'action* (2002). Le Communiqué d'Accra (2005) a été publié après la Conférence d'Accra en 2005. Ce document a été entériné par plus de 25 ministres ou représentants ministériels qui assistaient à la conférence d'Accra, et a par la suite servi à informer la Biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) qui s'est tenue en mars 2006. Dans le sillon de la conférence de 2009 organisée au Sénégal, les participants et les dirigeants ont publié Un appel à l'action, que le président du Sénégal a présenté à l'Union africaine.

Les séries de conférences, à commencer par la première conférence sur le DPE en Ouganda, étaient essentiellement axées sur l'ASS et cherchaient à atteindre les professionnels du DPE et les dirigeants des gouvernements africains. Cependant, en commençant par Accra en 2005 cet intérêt s'est élargi pour inclure les dirigeants politiques africains tout en créant une deuxième filière au sein même de la conférence. De nombreuses conférences internationales privilégient des orateurs venus d'Occident (par exemple pour les discours principaux) aux conférenciers régionaux et locaux, véhiculant un message pas très subtil selon lequel « le bon et le meilleur » se trouvent en Occident. Pour promouvoir les capacités il est également essentiel que l'Afrique apprécie sa propre ingéniosité, son leadership et ses capacités existantes. Lors des conférences africaines sur le DPE, plus de 75 % des conférenciers et tous les conférenciers principaux sauf un venaient d'Afrique. Le Tableau 4.1 ci-dessous illustre la manière dont les séries de conférences ont encouragé la croissance des capacités en DPE en Afrique sur une très courte période de temps.

Tableau 4.1 Lieu, taille et ampleur des conférences africaines sur le DPE

Conférence : Lieu & Thème	Date	nbre de participants	nbre de pays d'ASS	nbre d'experts	Participation africaine	Représentation du gouvernement africain
Kampala, Ouganda <i>Mettre en vedette le PDPE: Innovation et application en Afrique</i>	1999	200	19	35	75%	3 ministres nationaux
Asmara, Erythrée <i>Santé, nutrition, protection et éducation de la petite enfance et enfants nécessitant une protection spéciale</i>	2002	200	28	60	80%	6 ministres nationaux et 1 ministre international
Accra, Ghana <i>Faire progresser la petite enfance en Afrique</i>	2005	300	39	80	85%	6 ministres nationaux et 27 ministres internationaux ou représentants
Dakar, Sénégal <i>De la politique à l'action: Accroître l'investissement dans le DPE pour le développement durable</i>	2009	600	42	146	89%	35 ministres nationaux et 113 ministres internationaux ou représentants

Lors de la clôture de la première Conférence internationale africaine sur le DPE en 1999, Mario Garcia, économiste principal à la Banque mondiale pour l'ASS, a annoncé que la Banque mondiale offrirait une aide pour développer le programme de L'UVDPE avec des fonds provenant du Norwegian Educationnel Trust Fundy. Le programme de l'UVDPE et son développement seront abordés dans la section suivante.

L'Université virtuelle pour le développement de la petite enfance (UVDPE) (2000-à ce jour)

L'intérêt à développer un programme d'études supérieures en DPE à distance est né dans le cadre des instituts d'été de 1994 et 1995 organisés à l'UVicavec un soutien continuant à se manifester lors des séminaires sur le DPE organisés en Namibie (1997) et en Gambie (1998). L'annonce de Garcia à la conférence de 1999 a constitué une étape importante pour la promotion des capacités en ASS—axée sur le niveau national, le développement du DPE à travers l'identification et le soutien de personnes clés identifiées dans le pays qui pourraient faire avancer les politiques, les programmes et la formation. Ces personnes, travaillant en équipe dans des communautés de pratique, étaient considérées comme des « multiplicateurs d'impact », pouvant créer le type d'entraînement synergétique qui avait fait la différence pour des communautés comme celle de Meadow Lake, et qui serait maintenant possible pour *des pays* entiers en Afrique.

À l'horizon 1999, la philosophie générale et la structure de développement de l'UVDPE étaient raisonnablement claires, basées sur les expériences du PPPN, les instituts d'été, des séminaires sur le DPE, et de la conférence inaugurale en ASS. Contrairement à de nombreux projets venant des institutions occidentales, celui-ci s'était engagé dans une approche postcoloniale s'articulant autour de l'identification des forces indigènes, basée sur plus d'une décennie d'expérience. L'importance de respecter les connaissances multiples et d'encourager les moyens pour ces connaissances d'informer mutuellement et de générer de nouvelles possibilités avait également été comprise et avait fait l'objet d'une évaluation rigoureuse dans la perspective indigène et universitaire. La proposition de l'UVDPE a également profité des discussions informelles qui s'étaient déroulées dans la dernière moitié de 1990 impliquant Cyril Dallais et Barrabas Potala, axées sur les questions opérationnelles dans le contexte de l'ASS. Des discussions séparées avec Michael Gibbons (alors avec la Fondation Banyan Traie) se sont penchées sur la manière dont l'approche philosophique postcoloniale pouvait informer la promotion des capacités et du leadership en ASS. Les idées de Gibbons ont trouvé un écho dans les travaux de Pence avec Dalberg et Moss, qui cherchaient à aller au-delà des pratiques hégémoniques actuelles dans les services pour la petite enfance et à s'ouvrir à des sources de connaissances au-delà des discours dominants (Dahlberg, Moss & Pence, 1999).

Ces diverses discussions informelles tout au long des dernières années de la décennie 1990 ont été complétées par la décision d'identifier un groupe consultatif international qui se réunirait et analyserait un plan opérationnel pour le

programme une fois les financements en place. Cette réunion consultative s'est déroulée au début de l'année 2000, et a permis une plus grande clarté dans de nombreux domaines, incluant : le nombre global des participants (28–30) ; le nombre de participants de pays spécifiques (des équipes de 3–4 personnes) ; les pays prioritaires (des pays relativement stables pour la plupart ayant besoin de promouvoir leurs capacités) ; les processus de sélection des participants (à mener dans le pays) ; et les principaux échecs et succès des premières initiatives de DPE en ASS. Le groupe consultatif international a été complété par un groupe basé en Afrique et un groupe consultatif sur la technologie, apportant tous trois des contributions substantielles, notamment pendant la période inaugurale.

De nouveaux éléments outre ceux utilisés dans le PPPN, les séminaires et la conférence étaient nécessaires pour que l'UVDPE crée une « famille virtuelle d'apprenants et d'acteurs engagés » situés dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, en partant d'une base institutionnelle à l'Université de Victoria. La seule façon de répondre à ce défi à un coût raisonnable tout en permettant aux participants de continuer leur travail était d'intégrer l'utilisation de l'Internet—et cette stratégie, plus des séminaires présentiels de deux semaines, faisait partie des structures de base envisagées dans le plan de l'UVDPE. Cependant, cette vision se fondait sur certaines hypothèses sur l'état de la technologie en Afrique à l'époque.

En 2000, une étude de faisabilité technologique a été menée (UVDPE, 2000) aboutissant à un prudent « oui, cela [la connectivité Internet] devrait être possible—la plupart du temps. » Mais il y avait d'autres conditions : pour une connectivité maximum, il serait mieux que les participants soient dans de grands centres urbains, ou puissent y avoir accès ; les bandes passantes étaient limitées et les cours devaient éviter le haut débit (pas de vidéo en streaming par exemple) ; le programme devait à dessein être « redondant », offrant aux élèves des disques et des documents imprimés ainsi qu'une base Internet ; il était recommandé aux développeurs de créer un poste spécial de soutien éducatif, un « gestionnaire de cohorte » qui offrirait un soutien continu et une connexion entre les apprenants, les instructeurs, le support technique et le bureau central de l'UVDPE.

Autour de cette même époque, le programme d'enseignement a été conçu, capitalisant sur les principes de respect des sources multiples de connaissances du programme d'enseignement génératif, y compris l'importance du contenu et du contexte local ainsi que la nécessité d'un programme qui permettrait six mois de présentations sur Internet, avec à mi-parcours, un séminaire présentiel de deux semaines. Le programme d'enseignement, devait par tous les moyens possibles,

COMPLEXITÉS, CAPACITÉS, COMMUNAUTÉS

faire avancer les trois principaux objectifs du programme pour le DPE en ASS: développement du leadership, promotion des capacités, et l'élargissement du réseau. Des tâches individuelles pendant les cours, des sessions de discussion, l'utilisation des équipes d'apprentissage locales, les messages de soutien personnel, l'inclusion de dirigeants locaux dans les séminaires, et tous les autres aspects du programme étaient conçus pour se pencher sur ces trois objectifs centraux (le chapitre 5 décrit plus en détail le programme d'enseignement et d'autres caractéristiques du programme de l'UVDPE).

Alors que les travaux sur le développement du programme d'enseignement commençaient à avancer, il a également été nécessaire de créer un système pour identifier les participants au nouveau programme. Tout indiquait que le programme susciterait un intérêt considérable en Afrique, exigeant le développement d'un processus pour sélectionner les pays et les étudiants. Le groupe consultatif international a aidé à identifier des pays prioritaires (essentiellement ceux engagés dans le DPE, mais limités sur le plan des capacités et politiquement stables). Le groupe a également aidé à élaborer des procédures et des critères qui pouvaient être utilisés dans le pays pour recruter puis sélectionner les participants. Le processus de sélection qui évoluait avait un lien avec les précédents séminaires africains, utilisant les participants du réseau des séminaires et de la conférence, en coordination avec l'Unicef, les ONG, et les employés du gouvernement, pour créer un « comité pays multi-organisationnel et intersectoriel du DPE » composé des principaux groupes et personnes chargés du DPE de chaque pays. Trois tâches revenaient au Comité pays : (1) créer un énoncé des « buts et objectifs de DPE » couvrant une période de cinq à sept ans ; (2) faire la publicité du programme de l'UVDPE, identifier les critères de sélection des pays nominés, et solliciter les candidatures, et (3) nommer jusqu'à quatre personnes de différents secteurs et organisations pour participer au programme. Il était demandé aux candidats de discuter avec leurs employeurs de leur intérêt pour l'UVDPE et de trouver un certain niveau de soutien financier auprès de l'employeur (en général les frais de voyage et/ou de logement et de restauration pour la participation au séminaire). Le programme était gratuit pour les étudiants, et les coûts de prestation des programmes étaient couverts par différents bailleurs «principaux ». Pour la première prestation, ceci englobait: l'Unicef au siège et à certains niveaux des pays, la Banque mondiale au niveau des pays (pour certains participants), le siège de l'Unesco, la Fondation Bernard van Leer, et l'ACDI. En outre, près de 60 % des employés locaux ont pu apporter un certain soutien à leurs employés participants, notamment pour assister au séminaire présentiel.

La fourniture du programme a commencé à la fin du mois d'août 2001. Au fur et à mesure de l'avancement du programme, un nombre important de données a été recueilli. Par exemple dans le programme d'enseignement même, les rapports pays sur la situation des enfants et des femmes constituaient une tâche individuelle du premier trimestre de l'équipe pays, et d'autres tâches individuelles encourageaient les initiatives dans le pays. Les évaluations des cours, des instructeurs, des services de soutien et des séminaires étaient en cours, alors que les évaluations plus larges de l'efficacité de l'ensemble du programme étaient recueillies tous les six mois, et que les preuves du renforcement des capacités étaient documentées au sein de chaque pays. Tous les six mois, les séminaires présentiels de deux semaines étaient organisés dans une partie différente de l'Afrique (australe, orientale et occidentale), et dans chaque endroit, des spécialistes régionaux du DPE rejoignaient la faculté internationale pour des présentations et des discussions. A chaque séminaire, il était prévu des visites sur le site de programmes importants, avec un large éventail d'activités académiques et « des liens communautaires se sont tissés ». Le schéma des cours, des séminaires et la collecte de matériel suivaient une rotation au cours de la période de six mois pendant les deux premières années du programme, la dernière année étant axée sur le développement et la rédaction d'une thèse ou d'un projet majeur.

Parallèlement à ce programme de trois ans, la section Moyen-Orient-Afrique du Nord (MANE) de la Banque mondiale a demandé la fourniture d'un programme de développement professionnel d'une année basé sur le modèle de l'UVDPE. Avec des fonds du gouvernement néerlandais, l'UVDPE a développé le programme MENA en 2002, et l'a livré en 2003. Par la suite, un deuxième programme MENA et 3 programmes ASS, tous d'une durée de un an ont été fournis, dont le dernier en 2010-2011. Le soutien financier pour ces trois prestations d'une année en ASS provenait des employeurs dans le pays, des fonds pays de la Banque mondiale, des bureaux pays de l'Unicef, de la Fondation Open Society du Royaume-Uni et de la Fondation Bernard van Leer.

Comme on pouvait s'y attendre, les organisateurs de l'UVDPE ont autant appris sur le soutien de la promotion des capacités de DPE que les étudiants. Une leçon importante dans cet enseignement riche a été l'importance de créer une communauté solidaire –une communauté où le pouvoir de l'engagement partagé envers du « bon » transcendant avec le potentiel de renforcer le bien-être des enfants de l'Afrique l'emportait sur la myriade de défis que ses leaders et ses apprenants rencontraient au quotidien. Cet engagement était omniprésent dans chaque facette de l'UVDPE et a fortement impacté sa capacité à fournir des résultats « sur le terrain » (voir le chapitre 6).

Il a toujours été implicite dans la philosophie de promotion des capacités de l'UVDPE que le programme serait par la suite mené et dispensé par des universitaires africains dans des universités africaines avec un soutien initial de l'Université de Victoria pendant la période de transition. Cet objectif à long terme est maintenant sur le point d'être réalisé : en 2013/2014, l'Université d'Ibadan a reçu l'autorisation d'offrir en collaboration avec l'Université de Victoria ses propres programmes d'études supérieures en ligne. La première prestation à l'Université d'Ibadan se déroule en 2015/2016. L'UVDPE se réjouit de nombreuses années de leadership des universités africaines en soutien aux capacités de DPE, un modèle institutionnel de transfert et soutien employé précédemment avec le PPPN.

Nous avons donné plus haut une vue d'ensemble de l'UVDPE et de ses origines avec les instituts d'été, les séminaires africains sur le DPE, et les conférences africaines sur le DPE. Dans le chapitre 5 nous donnons de plus amples détails sur le programme, son opérationnalisation, et dans le chapitre 6, nous offrons des détails sur les évaluations externes des programmes. Peut-être que revoir cette histoire, « des morceaux du puzzle »—une métaphore utilisée plus haut dans ce chapitre—est un moyen utile de comprendre comment les initiatives ASS se sont développées, et comment d'autres initiatives de promotion des capacités peuvent se développer et se développent. Cette approche de l'origine de l'UVDPE et de toutes les autres initiatives de DPE décrites dans ce livre était gouvernée par l'opportunité autant que par un plan. Cette perspective est trop souvent négligée par ceux qui ont une approche séquentielle logique du monde—une approche qui a par moment refusé au DPE le tremplin du hasard chanceux. Ce qui est trop rarement compris par ceux qui ont ces mentalités—mais qui est plus souvent compris au niveau de la base—c'est que la chance et l'opportunité sont aussi importants pour le développement que l'élaboration préalable d'objectifs, de buts et de résultats mesurables—en fait, probablement plus. C'est la combinaison d'un plan et de l'opportunité qui permet des avancées réussies. Le soutien inattendu de la Banque mondiale pour passer à la « phase suivante » avant que le ciment n'ait pris pour la première phase—les séminaires—était une opportunité à ne pas rater. Et cette leçon est importante pour tous ceux qui se sont engagés à construire le DPE en ASS : les opportunités qui découlent sont différentes dans chaque pays et le schéma de développement sera assez naturellement différent également. Dans certains cas, le développement de la politique précède des programmes exceptionnels, dans d'autres c'est l'inverse, alors qu'un autre cas peut présenter une approche exceptionnelle de l'éducation et de la formation et générer des initiatives nouvelles et intéressantes. Et intervient toujours également l'élément inattendu de brillance idiosyncratique, éclairant des voies jamais imaginées. Tous ces éléments font partie du puzzle—tous sont nécessaires pour avancer dans le processus de la construction du DPE, avec succès et dans différents contextes.

Références:

- Dahlberg, G., Moss, P., & Pence, A. R. (1999). *Beyond quality in early childhood education and care: Postmodern perspectives*. Londres : Falmer Press.
- ECDVU. (2000). *An examination of ICT capacity in sub-Saharan Africa. Rapport non publié.*
- Moss, P., & Pence, A. R. (Eds.). (1994). *Valuing quality in early childhood services: New approaches to defining quality*. New York & Londres : Teachers College Press et Paul Chapman Publishers.
- Pence, A. (1998). *Proposal to establish a university without walls*. Manuscrit non publié.
- Pence, A. R., Habtom, A., Chalamanda, F., & Etse, S. (2008). A tri-part approach to promoting ECD capacity in Africa: ECD seminars, international conferences and ECDVU. Dans M. Garcia, A. Pence, & J. Evans (Eds.), *Africa's future – Africa's challenge* (pp. 487-501). Washington, DC : Banque mondiale.

